



Note stratégique sur les relations russo-marocaines dans le cadre de l'enjeu saharien

Table des matières

I. Historiquement, la Russie a concilié une neutralité formelle sur le dossier sahraoui avec un soutien à l'Algérie de facto	2
A. La Russie, allié historique d'Alger, a adopté une neutralité de façade sur la question sahraouie.....	2
B. La fin de l'affrontement idéologique post-guerre froide inaugure une ère de rapprochement entre la Russie et le Maroc, concrétisée dans les années 2000 ...	3
C. Le traitement russe du dossier sahraoui s'est inscrit dans un cadre onusien dès la mise en place de la MINURSO en 1991	3
II. Le tournant des années 2010 : une approche d'équilibriste de la diplomatie russe sur le dossier sahraoui, illustrée par l'abstention à l'ONU	3
A. Le rapprochement russo-marocain s'est initialement structuré autour des échanges commerciaux.....	3
B. Le rapprochement confirmé avec le Maroc en 2016 rehausse la centralité du dossier sahraoui	4
C. L'équilibriste de la diplomatie russe par l'abstention: ni soutien explicite à l'initiative marocaine ni opposition frontale.....	4
III. Vers un rôle de médiateur dans le dossier sahraoui, motivé par les intérêts économiques et stratégiques de la Russie.....	5
A. Les opportunités économiques sahariennes pour la Russie : investissements dans la pêche et les hydrocarbures	5
B. La reconnaissance de la marocanité du Sahara : gage de stabilité régionale et pont vers l'Afrique de l'Ouest pour la Russie.....	5
C. La Russie, futur médiateur du dossier sahraoui dans la perspective d'une MANSASO	6



Introduction : Le 15 mars 2016, lors d'une visite officielle de Sa Majesté le roi Mohammed VI à Moscou, le Maroc et la Russie ont adopté une Déclaration de Partenariat Stratégique approfondi. Dans ce document conjoint, la Russie soulignait « prendre dûment en considération la position du Royaume du Maroc » sur la question du Sahara. Le 29 avril 2016, un mois et demi plus tard, la Russie choisit l'abstention à l'opposition lors du vote de renouvellement de la MINURSO, alors même que plusieurs états considéraient la résolution comme trop indulgente envers le Maroc. Ce dernier venait de renvoyer le personnel civil de la mission en réponse aux déclarations hostiles du secrétaire général de l'ONU : il avait qualifié la présence marocaine dans le Sahara d'« occupation ». Il s'agit là, d'un recalibrage de la posture diplomatique russe : une transition d'une position traditionnellement favorable à l'Algérie sur le dossier sahraoui à une posture plus équilibrée. Cette approche, visant à ménager les relations avec les deux voisins, sert à la fois les intérêts économiques et stratégiques de la Russie et renforce son influence dans la région. Par ailleurs, cette posture d'équilibriste confère à Moscou le statut de médiateur potentiel dans la résolution définitive du conflit du Sahara, renforcé par sa position de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. À la lumière de la dynamique internationale qui reconnaît de plus en plus le plan d'autonomie marocain comme unique issue au conflit, la Russie apparaît comme un acteur clé susceptible de consolider le consensus autour de cette initiative et d'ouvrir la voie à la reconfiguration du mandat avec une mission politique d'assistance à l'autonomie (MANSASO), lors du prochain vote sur la résolution relative au dossier sahraoui prévu le 31 octobre 2025.

Dans cet article, nous retracerons l'évolution du positionnement russe sur le dossier sahraoui, en l'analysant à travers le prisme de ses relations avec le Maroc et l'Algérie, ainsi que de l'attitude adoptée au sein du Conseil de sécurité de l'ONU lors des votes relatifs à cette question.

I. Historiquement, la Russie a concilié une neutralité formelle sur le dossier sahraoui avec un soutien à l'Algérie de facto

A. La Russie, allié historique d'Alger, a adopté une neutralité de façade sur la question sahraouie

Le lien fondateur de l'amitié russo-algérienne remonte à la guerre d'indépendance algérienne lors de laquelle Moscou a soutenu Alger. Cette relation a mené l'Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS), puis la Fédération de Russie, à adopter une approche prudente autour du dossier du Sahara : professant une neutralité sur le sujet mais en réalité longtemps favorable à la position Algérienne sur le dossier. En effet, dans un contexte de guerre froide, notamment de soutien diplomatique à l'autodétermination des peuples colonisés, cela revenait pour l'URSS indirectement à appuyer la cause du Front Polisario. Par ailleurs, les relations entre les deux pays se sont progressivement renforcées autour de deux axes principaux : l'énergie, avec une coopération dans les domaines du gaz, du pétrole et du nucléaire civil, et l'armement, la Russie étant devenue le principal fournisseur d'armes de l'Algérie (qui apportait un soutien militaire au Polisario).¹ Néanmoins, la Russie a su entretenir des relations courtoises

¹ McNeil, Acting Director of the Bureau of Intelligence and Research. *Information Memorandum to Acting Secretary of State Whitehead*, Washington, 30 août 1985. Dans *Foreign Relations of the United States, 1981–1988, Volume XXIV, North Africa*, Document 59.

avec le Maroc au cours de cette période. Comme le souligne Yousra Abourabi, chercheuse au Centre Jacques Berque à Rabat : « Les relations entre les deux pays sont profondément enracinées dans l'histoire. Même pendant la guerre froide, Hassan II veillait à ménager l'URSS dans le cadre d'une neutralité active, lui permettant de maintenir de bonnes relations avec la puissance de l'Est tout en préservant ses alliances avec l'Ouest ».

B. La fin de l'affrontement idéologique post-guerre froide inaugure une ère de rapprochement entre la Russie et le Maroc, concrétisée dans les années 2000

La fin de la guerre froide a marqué l'abandon de la position idéologique russe au profit d'une approche plus pragmatique dans ses relations avec les pays du Maghreb. Cela a conduit notamment à un rapprochement avec le Maroc dès les années 2000 : fin 2002, le SM le Roi Mohammed VI s'est rendu en visite officielle à Moscou, la première depuis celle de son défunt père, SM le Roi Hassan II, en 1966. Cette visite a abouti à la signature de plusieurs accords de coopération, ouvrant une nouvelle page dans les relations russo-marocaines et dynamisant notamment les échanges commerciaux. L'année suivante, les importations marocaines en provenance de Russie ont augmenté de 120 %, tandis que les exportations vers la Russie ont progressé de 33 %². Trois ans plus tard, les visites officielles se sont poursuivies avec la venue du ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, suivie début septembre 2006 par celle du président russe Vladimir Poutine. Parallèlement, la Russie continue de consolider ses liens historiques avec l'Algérie, en veillant à éviter toute déclaration susceptible de la froisser.

C. Le traitement russe du dossier sahraoui s'est inscrit dans un cadre onusien dès la mise en place de la MINURSO en 1991

La fin de la guerre froide, ainsi que les évolutions successives du dossier du Sahara, ont redéfini le cadre onusien d'intervention des grandes puissances. Dans les années 1990 et 2000, la Russie a en partie abandonné sa position idéologique pour agir sous l'ombrelle de l'ONU dans le dossier sahraoui, dès l'adoption de la première résolution instaurant la MINURSO en 1991. Toutefois, elle a fréquemment entretenu le discours traditionnel de l'ONU (droit à l'autodétermination, référendum) et a ralenti toute initiative jugée excessivement favorable aux positions marocaines. Entre 1997 et 2015, la Russie a systématiquement voté en faveur des résolutions prorogeant le mandat de la MINURSO. Néanmoins, Moscou n'a jamais reconnu le Polisario et n'a apporté aucun soutien actif à ce mouvement.

II. Le tournant des années 2010 : une approche d'équilibriste de la diplomatie russe sur le dossier sahraoui, illustrée par l'abstention à l'ONU

A. Le rapprochement russo-marocain s'est initialement structuré autour des échanges commerciaux

Les échanges commerciaux entre les deux pays sont passés de 1,3 milliard de dollars en 2006 à 2,1 milliards de dollars en 2014, soit une progression de 34,1 %, fruit des multiples rencontres bilatérales et de l'intensification de la coopération amorcée depuis 2002³. Le premier forum économique conjoint, tenu en juin 2014, a réuni 120 opérateurs marocains et donné lieu à

² OEC, 2025.

³ Idem.

plusieurs ateliers sectoriels consacrés aux services financiers, à l'agriculture et à la pêche, aux mines, au tourisme, à la logistique et à la connectivité. Cependant, cette rencontre a également mis en lumière une balance commerciale nettement déficitaire au détriment du Maroc : en 2014, le Royaume importait trois fois plus qu'il n'exportait. En effet, ses exportations vers la Russie se limitent à des produits agroalimentaires à faible valeur ajoutée (agrumes, poisson, tomates, vêtements), tandis que ses importations concernent principalement les hydrocarbures. La coopération est demeurée limitée, notamment en raison de difficultés logistiques, telles que le manque de dessertes aériennes, et de contraintes financières liées à l'instabilité de la monnaie russe.

B. Le rapprochement confirmé avec le Maroc en 2016 rehausse la centralité du dossier sahraoui

En 2016, les relations entre le Maroc et l'Union européenne (premier partenaire commercial du Royaume) se détériorent suite à l'annulation d'un accord agricole par la Cour de justice européenne. En parallèle, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon fait des déclarations hostiles concernant le dossier du Sahara le qualifiant d'occupation. Dans ce contexte, et dans le cadre d'une politique de diversification des marchés poursuivie depuis plusieurs années, Sa Majesté le roi Mohammed VI effectue une visite officielle à Moscou le 15 mars 2016. À cette occasion, le Maroc et la Russie adoptent une Déclaration de Partenariat Stratégique approfondi. Le président russe y déclare que « la Russie prend dûment en compte la position du Maroc concernant le règlement de ce problème ». De son côté, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, souligne lors d'un point presse que l'ONU doit continuer à jouer un rôle constructif malgré les récents malentendus : « C'est un vieux problème, un problème très aigu. (...) Mais nous ne voyons d'autre solution que la recherche d'un compromis », affirme-t-il⁴. La Russie, sans endosser formellement le plan d'autonomie avancé par le Maroc, a laissé transparaître une attitude réceptive à son égard. En parallèle, Moscou a constamment insisté sur la primauté du cadre multilatéral onusien, rejetant toute démarche unilatérale susceptible d'affaiblir le processus de négociation placé sous l'autorité des Nations Unies.⁵

C. L'équilibrisme de la diplomatie russe par l'abstention: ni soutien explicite à l'initiative marocaine ni opposition frontale

La rencontre de 2016 a constitué un jalon significatif dans la diplomatie russe, qui adopta dès lors une posture d'équilibrisme : ni appui explicite au plan marocain, ni opposition frontale à celui-ci. À peine six semaines après la visite de Sa Majesté Mohammed VI, et dans le contexte du renvoi par Rabat de personnel civil de la MINURSO à la suite des déclarations de Ban Ki-moon, plusieurs membres du Conseil de sécurité plaidèrent pour une résolution plus contraignante à l'égard du Maroc. Moscou choisit cependant de s'abstenir lors du vote de renouvellement du mandat, refusant de sanctionner le Royaume afin de préserver sa neutralité.

À partir de 2016, cette logique devint la ligne directrice de sa politique : plutôt que de s'opposer à des résolutions jugées trop favorables au Maroc, la Russie privilégia l'abstention afin de

⁴ Léonard Vincent, « Maroc-Russie : Mohammed VI, pays des tsars », *Jeune Afrique*, 16 mars 2016.

⁵ Fadoua Ammari et Rida Lyammouri, *La Chine et la Russie face à la question du Sahara marocain : vers une convergence des intérêts stratégiques* (Policy Center for the New South, juin 2025).

concilier son rapprochement avec Rabat et son alliance stratégique avec Alger — à l'exception notable de 2017. En 2018, Moscou alla même jusqu'à saluer la réaction « mesurée » du Maroc et à réaffirmer son attachement aux efforts onusiens, invoquant « l'esprit de réalisme et de compromis ». En 2023, face à une résolution davantage alignée sur le plan d'autonomie marocain, la Russie s'abstint encore, dénonçant un texte « peu scrupuleux » qui négligeait ses propres propositions, tout en permettant son adoption.

III. Vers un rôle de médiateur dans le dossier sahraoui, motivé par les intérêts économiques et stratégiques de la Russie

A. Les opportunités économiques sahariennes pour la Russie : investissements dans la pêche et les hydrocarbures

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le commerce russo-marocain continue de reculer, atteignant 994,4 millions de dollars en 2023, avec une balance commerciale toujours nettement déficitaire pour le Maroc (-797,4 millions de dollars)⁶. Dans ce contexte, le Sahara offre de nouvelles opportunités pour relancer la coopération bilatérale. La Russie a déjà tiré parti de cette zone en renforçant sa présence dans les eaux sahariennes et en redistribuant rapidement des quotas de pêche laissés vacants par les flottes européennes, après la suspension de l'accord de pêche UE-Maroc en 2023⁷.

Sur le long terme, la résolution du différend autour du Sahara offrirait à la Russie des perspectives d'investissement dans la région et au Maroc, notamment dans le cadre de projets portuaires et logistiques comme l'Initiative Atlantique à Dakhla⁸. Cette zone, visant à devenir un hub vers l'Afrique de l'Ouest, pourrait attirer des entreprises russes dans la pêche, la logistique ou la transformation des produits de la mer. La façade atlantique saharienne, riche en ressources halieutiques et potentiellement en hydrocarbures offshore, représente également un intérêt stratégique pour Moscou, qui pourrait y apporter son expertise énergétique et industrielle. Cependant, un tel engagement reste conditionné à la stabilité politique et à l'approbation du Maroc dans un Sahara pacifié et intégré au tissu économique national.

B. La reconnaissance de la marocanité du Sahara : gage de stabilité régionale et pont vers l'Afrique de l'Ouest pour la Russie

Pour Moscou, le Maroc constitue un partenaire stable, influent en Afrique depuis son retour à l'Union africaine en 2017 et ses nombreuses coopérations subsahariennes, tout en restant ouvert à la diversification de ses alliances. Bien que souvent aligné sur les positions occidentales, Rabat cultive une autonomie stratégique, comme en témoignent ses abstentions ou absences lors des votes de l'ONU en 2022 sur la guerre en Ukraine. En outre, la résolution du conflit du Sahara dans le cadre du plan d'autonomie serait également bénéfique pour la Russie. Elle réduirait le risque d'escalade militaire entre le Maroc et l'Algérie, deux partenaires stratégiques que Moscou souhaite éviter d'avoir à départager : Alger en tant qu'acheteur majeur

⁶ OEC, 2025.

⁷ Charly Hessoun, *Économie au Maghreb : la Russie se positionne sur le Sahara occidental*, La Nouvelle Tribune, 3 décembre 2024.

⁸ Rida Lyammouri et Amine Ghoulidi, *Morocco's Atlantic Initiative: A Catalyst for Sahel-Saharan Integration*, Policy Center for the New South, 10 décembre 2024.



d'armements et allié énergétique, et Rabat comme relais diplomatique et économique en Afrique.

Enfin, un Maroc conforté dans son intégrité territoriale renforcerait sa fiabilité dans les domaines de la sécurité sahélienne et de la lutte antiterroriste, où Moscou cherche à accroître son ancrage, notamment via des partenariats militaires avec des États comme le Mali.

C. La Russie, futur médiateur du dossier sahraoui dans la perspective d'une MANSASO

Compte tenu de ses intérêts économiques et stratégiques, la Russie pourrait être de plus en plus encline à s'abstenir lors d'un futur vote sur le plan d'autonomie marocain, facilitant ainsi l'adoption d'une résolution consensuelle. En adoptant une posture d'équilibriste entre le Maroc et l'Algérie, Moscou occupe une position stratégique qui la place en situation privilégiée pour jouer un rôle de médiateur. Elle dispose du pouvoir de favoriser un consensus et de contribuer à la résolution du conflit dans le cadre onusien, notamment via une mission politique d'assistance à l'autonomie (MANSASO).

À l'inverse, un veto ou un communiqué critique risquerait de provoquer un refroidissement temporaire des relations régionales et serait perçu comme une ingérence ou un soutien implicite au séparatisme, nuisant à la crédibilité de la Russie. La posture d'abstention apparaît ainsi comme la plus stratégique, lui permettant de maximiser son influence tout en maintenant un équilibre avec l'Algérie et en restant inscrite dans le cadre onusien.

Conclusion :

En somme, la Russie a su adapter sa politique sur le dossier sahraoui, passant d'une neutralité formelle et d'un soutien tacite à l'Algérie à une doctrine plus pragmatique, ni soutien explicite à l'initiative marocaine, ni opposition frontale. Cette posture lui confère un rôle de médiateur stratégique, capable de favoriser une solution consensuelle et de préserver une sortie honorable pour l'Algérie tout en maintenant de bonnes relations avec le Maroc. Par ailleurs, le Maroc constitue pour la Russie un partenaire de taille : sa reconnaissance contribue à la stabilisation de la région et ouvre des opportunités économiques, notamment des investissements dans le territoire sahraoui, tout en servant de pont vers l'Afrique de l'Ouest.